



Les Économistes atterrés

www.atterres.org

**MACRON-LE PEN: Néolibéralisme européen contre
néolibéralisme nationaliste**

Dany LANG, Virginie MONVOISIN

Avril 2022

Contact : contact@atterres.org

Sommaire

1/ L'Entreprise et le marché au centre de l'économie p.4

2/ Les services publics et le pouvoir d'achat p. 5

3/ Deux angles morts : l'écologie et le chiffrage des programmes p. 7

Quelques éléments de conclusion p.8

À l'issue du premier tour de l'élection présidentielle le 10 avril dernier, Emmanuel Macron et Marine Le Pen sont arrivés en tête. Plus surprenantes sans doute, sont la tournure et les thématiques de campagne de ce second tour. Avec l'envolée du prix des matières premières alimentaires et énergétiques, le bon score de J.-L. Mélenchon et une certaine colère sociale qui couve depuis le début du mandat de Macron (faut-il rappeler les mouvements sociaux contre les retraites ou les gilets jaunes ?), les questions de pouvoir d'achat occupent les débats de politique interne et les problématiques sociales reviennent au premier plan.

Or, le moins que l'on puisse dire, en dehors du discours politique et des mesures de façade ou propositions de dernière minute, c'est que les deux candidats n'ont pas construit leur programme pour réduire les inégalités de revenus, la précarité ou la pauvreté. De même, les problématiques écologiques sont peu traitées dans les deux programmes.

En réalité, sur les questions économiques, la philosophie des candidats s'inscrit dans une approche néolibérale sans nuance. Si des différences majeures existent quant à la politique migratoire, la vision de la démocratie et le régalien – soit les dimensions politiques et constitutionnelles –, les mesures économiques sont marquées par le néolibéralisme : il s'agit bien de favoriser la concurrence quoi qu'il arrive, de « débureaucratiser » l'action publique afin d'alléger le « poids » – jugé nécessairement néfaste – de l'État et de favoriser les plus aisés et les entreprises. Les outils privilégiés demeurent la fiscalité et la réglementation ; il est fait peu de cas de réels investissements et d'un État stratège, apte à orienter l'économie, même si Macron évoque une « planification écologique ... par le marché ».

Une **ligne importante de fracture politique différencie les programmes économiques** : Macron appelle de ses vœux une économie ouverte et européenne alors que Le Pen s'appuie sur des mesures protectionnistes mais aussi nationalistes et xénophobes. On pourrait ainsi caractériser les programmes de Néolibéral-européen et de Néolibéral-xénophobe.

Les Économistes Atterrés ont produit plusieurs notes décryptant en détail les programmes de plusieurs candidats¹. Cette note reprend les principales propositions des candidats à travers les thèmes dédiés à l'entreprise, les services publics, le pouvoir d'achat et l'écologie afin de montrer en quoi ces deux programmes restent fondamentalement proches et inadaptés à l'urgence sociale et climatique, et quelles sont les convergences et les différences **économiques**.

¹ Voir notamment, « Sur le programme de Macron ou le loup sous une peau de mouton » par D. Lang et H. Sterdyniak et « Programmes de l'extrême-droite : néolibéraux, nationalistes et tout sauf populaires » par les Économistes Atterrés.

1/ L'Entreprise et le marché au centre de l'économie

EM et MLP font la part belle aux mesures de soutien aux entreprises et souvent, ce soutien, bien qu'indirect, vise clairement à assurer ou rassurer le patronat. Et il se décline en de nombreuses propositions d'allègements de cotisations (appelées « charges »), de baisse d'impôts ou d'aides supplémentaires sans contrepartie.

Ainsi, les mesures en faveur du pouvoir d'achat sont plutôt des mesures en faveur de la rentabilité des entreprises. Pour le RN, la hausse des salaires de 10 % n'est possible qu'en exonérant les employeurs des « charges patronales » sur ces hausses de salaires et est soumise au bon vouloir des patrons. Pour LREM, il s'agit de renforcer la prime Macron (plafond multiplié par 3) afin de pouvoir verser jusqu'à 3000 euros net d'impôt de salaires sans cotisation (soit possiblement 6000 euros pour certaines entreprises), là encore si l'employeur le veut bien. On aurait clairement des effets d'aubaine d'un côté et des pertes de recettes pour la sécurité sociale.

Globalement, on retrouve également des propositions allant vers un allègement de l'impôt et des coûts pour les entreprises. Elles consistent à baisser les cotisations sur les bas salaires pour Macron par exemple ou à exonérer d'impôts et de cotisations sociales les heures supplémentaires ou supprimer la Cotisation foncière des entreprises pour Le Pen.

En outre, pour EM, le prisme de l'aide aux entreprises est utilisé aussi bien comme levier pour le pouvoir d'achat, comme levier économique mais aussi, prétendument, pour la transition écologique. On aurait pu envisager que les aides accordées par EM soient conditionnées en termes d'emploi ou d'écologie ; il n'en est rien bien sûr. Les aides du plan France 2030 sont conditionnées à des progrès technologiques. La start-up nation est simplement repeinte en vert. Par ailleurs, l'agriculture, la culture, les avancées environnementales sont laissées à la compétence des « firmes innovantes » que l'État se doit de soutenir : développement de la robotique pour la première, développement de la réalité virtuelle pour la deuxième ou intensification de la recherche pour la transition écologique - EM s'appuie avant tout sur des avancées technologiques à venir portées par des entités privées.

Une différence notable concerne la réindustrialisation. EM propose de réindustrialiser grâce aux startups technologiques et la Deep Tech ; MLP propose une économie clairement protectionniste, en donnant la priorité aux PME françaises pour les marchés publics et en protégeant l'« économie de la concurrence déloyale ».

Ainsi, dans les deux programmes, l'entreprise et le marché sont les leviers principaux de l'économie. Est sous-entendu que si les entreprises et le marché vont bien, c'est l'ensemble de la société (et pas seulement l'économie) qui ira bien sans tenir compte des effets dévastateurs du creusement des inégalités et de l'explosion de la précarité. Ces deux finalistes veulent poursuivre une politique de l'offre comme elle est menée depuis quatre décennies, au sens strict du terme, et avec ce que cela va impliquer pour les travailleurs et les ménages.

On retrouve ce biais dans l'appréhension des questions d'emploi et de chômage. Par exemple, les deux candidats promettent les dispositions afin d'améliorer la formation (chèque formation pour MLP et sensibilisation à l'entreprise au sein des écoles pour EM). Cela suppose que le chômage ne serait qu'une question de formation ou d'inadaptation au marché du travail et que l'éducation devrait se tourner uniquement vers les problématiques de l'entreprise. Il prévoit même de consacrer un demi-jour scolaire par semaine aux entreprises ! En outre, EM propose de poursuivre la « modernisation du droit du travail », c'est à dire continuer à le détruire, puisque selon lui, il serait un frein à l'embauche, ce qui n'a jamais été démontré par aucune étude empirique. Rappelons que les réformes du précédent quinquennat ont fait baisser l'indemnisation moyenne du chômage en France à 65 %, là où elle est de 69 % en moyenne dans les pays de l'OCDE.

2/ Les services publics et le pouvoir d'achat

Les services publics font l'objet de propositions « conservatrices » pour chacun des camps et sont conformes à la tradition politique que chacun des candidats représente. EM se place dans une continuité de son quinquennat, très à droite sur le volet social, et MLP se place dans une perspective de droite nationaliste.

La santé : EM prétend poursuivre le sauvetage de l'hôpital (avec des embauches) et augmenter la place des médecins dans la gouvernance mais entend poursuivre le même système de tarification (la tarification à l'acte, T2A, très problématique) et à accroître la place de l'ambulatoire, problématique pour le suivi des patients ; MLP veut faire un plan de soutien pour la santé qui passerait par une revalorisation des salaires et un retour à l'ancien système de dotations globales, système qui tendait à avantager les Centres hospitalo-universitaires, donc les grandes villes. Dans les deux cas, on ne revient que très partiellement sur la cure d'austérité qu'a subie le secteur de la santé sous les précédentes présidences. MLP veut supprimer l'aide médicale d'État à certains migrants, une mesure moralement inacceptable, mais aussi particulièrement dommageable en matière de santé publique puisqu'elle favoriserait l'émergence d'épidémies.

L'éducation : EM propose de faire entrer l'entreprise dans l'école (sic !) et organiser la compétition entre les établissements scolaires – comme on organiserait la mise en concurrence sur un marché. Les parents pourront ainsi se battre pour mettre leurs enfants dans les établissements les mieux notés. Le RN reste très traditionnel dans ce volet (transmission des savoirs etc.) mais n'envisage pas une politique éducative ambitieuse mais au contraire une lecture « attentive » des programmes scolaires (qui laisse présager un risque de censure sur les programmes scolaires, comme l'ont fait certains États américains) et une baisse de la bureaucratie, donc sa transmission aux enseignantes et enseignants. Dans les deux cas, les salaires des enseignants seraient revalorisés, mais seulement à condition d'accepter de nouvelles missions en plus de leur surcharge de travail actuelle chez Macron. N'oublions pas que MLP a annoncé qu'elle ne revaloriserait par le point d'indice des fonctionnaires gelé, et que EM devait annoncer sa revalorisation avant les élections, en la promettant maintenant après les élections après l'avoir bloqué pendant 5 ans. On se demande donc comment la revalorisation salariale des enseignants va-t-elle s'opérer.

Les prestations sociales : De grandes différences apparaissent dans les programmes, MLP utilisant, entre autres, ce volet de la politique publique pour mettre en place la « préférence nationale ». Les prestations et les logements sociaux seraient conditionnés à la nationalité – française, ce qui exclurait de facto les personnes de nationalité étrangère, certaines sur le territoire français depuis 40 ans, des logements sociaux et des prestations sociales. EM a fait la proposition « remarquée » de conditionner le RSA à 15/20 heures d'activité, obligeant ainsi les bénéficiaires à effectuer un travail forcé à 8,85 euros de l'heure, soit moins que le SMIC ! Non seulement cette disposition suppose que les offres d'emploi seraient suffisantes et qui il suffirait de traverser la rue pour trouver un emploi, mais surtout le SMIC ne serait plus le salaire minimum. À moins qu'il ne s'agisse d'emplois aménagés encore à définir. Une vision commune chez les deux candidats consiste à s'assurer du bon contrôle de la Sécurité sociale à travers la conditionnalité des prestations et, pour MLP, lutter contre la fraude sociale – qui rappelons-le, ne dépasse pas le milliard d'euros selon la Cour des comptes quand la fraude fiscale, elle, est estimée à 80 milliards, fourchette basse. MLP se distingue en proposant de créer un Ministère de la lutte contre la fraude, avec la fraude sociale essentiellement dans le viseur.

MLP avance des dispositifs censés être marquants : construire 100 000 logements sociaux par an dont 20 000 pour les étudiants, garantir le niveau des retraites (en les indexant sur l'inflation) ou la gratuité des transports en commun pour les jeunes (mais seulement aux heures creuses ?!). Mais à y regarder de plus près, soit les mesures sont marginales, soit elles restent floues (construction de logement ou réhabilitation ?).

Les retraites : Bien entendu, la réforme des retraites tant voulue par le Président tient une place toujours aussi importante dans son programme, puisqu'il est question de faire passer l'âge de la retraite à 65 ans en le reculant de quelques mois chaque année. Cela revient à faire baisser les pensions dans le privé, puisque rares sont les entreprises à conserver leurs salariés jusqu'à cet âge ... Sans parler du chômage des séniors qui rend cet allongement « complexe » pour les salariés concernés. MLP, elle, reste sur le statu quo, avec une retraite à 62 ans et à 60 ans pour les personnes ayant commencé à travailler avant l'âge de 20 ans.

La justice et la police : Ici, il n'est plus question d'économies puisqu'il s'agit enfin de créer des postes. MLP a à cœur de « faire de la sécurité partout... » La lutte contre l'immigration permettant d'y parvenir ! On retrouve le présupposé que l'immigration est la cause de l'insécurité. Les policiers bénéficieraient désormais d'une « présomption d'innocence ». EM n'est pas en reste : il évoque bien la nécessité de maîtriser l'immigration, d'expulser les migrants plus vite. Par ailleurs, il promet de créer des postes de magistrats ou de greffiers et de déployer plus de policiers dans l'espace public.

Finalement, pour le pouvoir d'achat : les outils envisagés restent largement insuffisants. EM prétend réduire la pauvreté grâce au versement automatique des aides – une mesure difficilement réalisable compte tenu de la complexité de la législation – et la suppression de la redevance, voulue également par sa concurrence. Cette suppression va provoquer des difficultés pour les radios et télévisions publiques, qui seront privés d'une ressource de 3,8 milliards par an.

Aucun ne précise si le temps de publicité augmentera ou si certaines chaînes seront privatisées et tomberont ainsi dans les mains des 9 milliardaires qui détiennent la quasi-totalité des médias français. Il est à craindre que la France tombe encore plus bas que sa honteuse 37^e position au classement mondial de la liberté de la presse ...

MLP vise une augmentation des salaires de 10 %... sous condition du bon vouloir des employeurs contre des exonérations de cotisations patronales. On peut également évoquer les mesures actuelles du gouvernement comme le chèque énergie qui demeure largement insuffisant et est annoncé comme temporaire (puisqu'elles ne s'appliquent qu'en cas de hausse). Certaines revalorisations de salaires sont prévues, pour le personnel de santé, mais il s'agit sans doute de propositions de circonstances au vu de la conjoncture sanitaire depuis 2020. MLP envisage une baisse de la TVA sur une centaine de produits conditionnée à un écart entre le taux d'inflation et le taux de croissance mais la liste de ces derniers n'est pas précisée – encore faut-il que la Grande Distribution répercute cette baisse sur les prix. MLP veut baisser les cotisations sociales au voisinage du SMIC, ignorant que le SMIC n'est quasiment plus soumis à cotisation sociale.

À aucun moment, les deux candidats ne proposent une hausse ou une extension du RSA ni la hausse du SMIC.

Le rôle de l'État est ici caractéristique d'une approche néolibérale et ce, chez les deux candidats. « Aider » les plus fragiles ne se fait que sous condition, car il demeure toujours une suspicion de fraude ou d'un manque de volonté des bénéficiaires, le montant des prestations et leur assiette ne sont pas discutés et MLP va jusqu'à proposer des prêts plutôt que des aides pour les jeunes familles. Les aides sont pour le moins modérées, avec notamment des exonérations d'impôts pour les moins de 30 ans qui, pour l'essentiel, n'en payent pas ! En revanche, bon nombre de mesures permettent aux ménages les plus aisés de maintenir leur niveau de vie. Par exemple, le Président promet un relèvement du plafond pour les droits de succession et de donation exonérés d'impôts, alors que ces exonérations sont déjà très importantes actuellement, et le RN, la suppression pure et simple de l'impôt sur la fortune immobilière (impôt au barème ridicule et qui avait remplacé l'ISF) pour le remplacer par un « impôt sur la fortune financière » au périmètre non défini. Ce sont encore des cadeaux aux plus riches que proposent les deux candidats.

3/ Deux angles morts : l'écologie et le chiffrage des programmes

Les programmes présentent également des similitudes quant au chiffrage des mesures et l'écologie. Ces deux éléments sont traités plus qu'à la légère, pour des raisons différentes.

L'écologie est un point faible des deux candidats. Tous deux veulent essentiellement développer le parc nucléaire : le Président promet six nouvelles centrales nucléaires et la candidate RN promet de relancer la filière. Mais des

différences notables existent. Si EM propose des investissements à hauteur de 10 milliards pour la transition écologique – alors qu’il en faudrait 5 fois plus, au bas mot –, de s’appuyer sur les innovations technologiques produites par une startup nation repeinte en vert et d’investir dans les énergies renouvelables, le candidat évoque également une planification écologique, dont les contours sont flous et qui ressemble davantage à une planification par le marché.

MLP veut favoriser le localisme, soit les circuits courts et la production de proximité, c’est-à-dire la production nationale. En revanche, elle veut démanteler les éoliennes sans réellement de proposition d’alternatives en matière d’énergies renouvelables. Si elle entend favoriser l’agriculture nationale, c’est plus dans un souci d’origine du produit que de la nature du produit plus ou moins vertueuse. Il n’est pas question d’agriculture biologique ou d’agroécologie.

Le programme de MLP mise sur une baisse de la contribution française au budget européen de 5 milliards, impossible à obtenir et surtout sur des économies fabuleuses en matière de prestations sociales aux immigrés. Quant au chiffrage d’EM est réalisé à la va-vite et sans prendre au sérieux les électeurs, alors que Macron a derrière lui la quasi-totalité de la pensée dominante en économie. Pendant longtemps, la droite critiquait la gauche pour son manque de chiffrage sérieux. Les temps ont changé.

Quelques éléments de conclusion

Étant économistes, nous n’avons pas traité ici des questions diplomatiques, démocratiques et sociétales. Si elles révèlent des positionnements bien distincts, les choses sont un peu moins tranchées en matière économique. L’économie d’EM est ouverte et tournée vers l’Union européenne telle qu’elle s’est construite, à savoir néolibérale ; celle de MLP est nationaliste et xénophobe avec la « priorité nationale » au cœur de son programme. Ces différences sont structurantes et ont de grandes conséquences sur leur programme.

Néanmoins, les deux programmes sont incontestablement à droite. Le « ni droite ni gauche d’EM » ou la « candidate du peuple et du pouvoir d’achat de MLP » ne tiennent pas face à l’examen de leurs propositions en faveur des entreprises et des ménages aisés. Les outils mis en avant sont également révélateurs : baisse de fiscalité et déréglementation sont privilégiées au détriment de la planification écologique, de la mise en cause de la gouvernance des entreprises, d’investissements publics ciblés, pourtant nécessaires pour relever l’école, les hôpitaux et pour assurer la transition écologique.